



Bouteflika appelé à «poursuivre sa mission»

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4685 - Jeudi 24 janvier 2019 - Prix : 10 DA

APW de Tizi Ouzou

Colloque international sur Mohamed Arkoun samedi et dimanche

Page 24

Grève peu suivie et sit-in timides et brefs

La protestation des syndicats des enseignants s'essouffle-t-elle ?

Page 3

Détestation réciproque à son plus haut

Par Mohamed Habili

C'est peu dire qu'entre la France et l'Italie, les deux pays occidentaux les plus intéressés à la situation en Libye et dans son environnement immédiat, que le torchon brûle, c'est une franche hostilité qui règne entre eux deux, et elle date quasiment de l'arrivée au pouvoir de l'alliance formée par la Ligue et le mouvement 5 Étoiles. Encore faut-il convenir que si ce sont surtout les responsables italiens qui entretiennent pour l'heure le climat de tension, à coups de déclarations pour le moins désobligeantes, ce sont en revanche les Français qui l'ont enclenché en critiquant en des termes acerbes le refus des Italiens de permettre d'accoster dans leurs ports un bateau transportant des centaines de migrants, en juin de l'année dernière. Rien depuis n'a pu ramener la bonne entente entre ces deux pays européens voisins, que beaucoup rapproche et dont les relations ont longtemps été cordiales. Ailleurs qu'en Europe, en Afrique par exemple, une détérioration des relations aussi importante aurait probablement déjà donné lieu à des incidents autres que d'ordre verbal. Une rupture pure et simple des relations, c'eût été le moins qui se serait produit. Entre Européens, gens plus sophistiqués ou plus obliques, on se contente de manier l'insulte, tout en se prêtant mutuellement les intentions les plus sombres. Ainsi de l'Italie, qui entre autres vient d'accuser la France d'entretenir la pauvreté en Libye et au Sahel, juste pour obliger leurs habitants à prendre la mer, en direction de leurs côtes, forcé-ment.

Suite en page 3

Le DG de la CNR annonce un retour à la stabilisation du déficit

Moins d'angoisse en vue pour les retraités



PH/D. R.

Le déficit financier de la Caisse nationale des retraites (CNR) qui était de l'ordre de 560 milliards de dinars en 2018, appelé à croître en 2019 pour atteindre les 600 milliards de dinars, connaîtra une «stabilité» durant les prochaines années en raison de la régression enregistrée dans les départs à la retraite. Lire page 3

Outre d'être à fort potentiel de création d'emploi
Le tourisme, un tremplin pour la qualité de service

Page 4

Malika Matoub
Une bourse d'étude universitaire «Matoub Lounes» lancée dès l'année prochaine

Page 13

Coordination nationale de soutien au programme du Président

Bouteflika appelé à «poursuivre sa mission»

■ Des rencontres régionales sont lancées pour la récolte de signatures. La coordination nationale de soutien au programme du président a «solennellement» appelé hier le chef de l'Etat à se présenter pour les élections présidentielles d'avril 2019 afin de «poursuivre sa mission à la tête de l'Etat».

Par Linda Naili

A ce titre, Nasreddine Zerkaoui, coordinateur et membre du bureau national de cette instance sociétale qui regroupe pas moins de 3 800 associations et mouvements de la société civile, précisant qu'il ne s'agit pas là d'«un cinquième mandat, mais du premier en vertu de la nouvelle Constitution de 2016», il dira que cet appel est pour «la continuation de l'œuvre magistrale accomplie durant ces 20 années, jalonnées de progrès et d'acquis pour l'Algérie». Un appel pour qui il espère «une réponse favorable» du chef de l'Etat, qui dira-t-il «n'a jamais hésité à relever les défis de quelle que nature qu'ils soient». Pour ce faire, enchaînera-t-il, «une série de rencontres régionales et de wilayas débiteront incessamment pour la récolte des signatures». Chose qu'il considérera tout à fait aisée dans la mesure où le Président bénéficie du soutien et de l'affection du peuple.

Ainsi, dans une réunion aujourd'hui à son siège à El-Biar-Alger, des membres de la Coordination nationale de soutien au programme du président de la République, qui rappellent-le a été créée en 1999 et ayant sous son aile «toutes les couleurs politiques du pays», Nasreddine Zerkaoui, saluera «avec une grande satisfaction la décision du président Bouteflika de convoquer le corps électoral pour les élections présidentielles du 18 avril 2019». Pour lui, c'est «une décision qui traduit l'attachement du chef de l'Etat au respect de la Constitution et du sys-



PH. SOTAYOU, A.

tème institutionnel qu'il a mis en place, et par delà ces considérations, sa totale considération pour le peuple algérien et pour sa volonté souveraine». Répétant «avec force son soutien inconditionnel et constant au Président Bouteflika», il lui témoignera, au nom de la Coordination qu'il représente «sa grande reconnaissance pour l'œuvre magistrale accomplie durant ces 20 années, jalonnées de progrès et d'acquis pour l'Algérie». Et pour cause, affirmera-t-il, «l'Algérie de 2019, dont l'économie fait preuve

d'un grand potentiel de résilience dans un environnement régional et international mouvementé est un pays stable, son unité sociale consolidée, réconciliée avec son histoire et ses fondamentaux d'ordre sociétal».

«Avec une base infrastructurelle largement renouvelée et renforcée pour asseoir durablement son développement grâce à un effort d'investissement exceptionnel consenti dans tous les domaines socio-économiques», il dira que «les résultats sont là, palpables avec les réali-

sations en matière de transport, d'énergie, d'eau, de télécommunications, de logements, d'éducation, de formation...». Ce sont là, poursuivra-t-il, autant de «nombreuses réalisations» qui viendront se conforter par des «avancées remarquables en matière de promotion du mouvement associatif, du dialogue social ou encore des droits de l'homme et de la femme». Des avancées qui lui ont valu «une reconnaissance par la communauté internationale», ajoutera-t-il. De fait, face à «la nécessité

impérieuse de travailler à préserver les acquis de l'heure et de poursuivre l'effort de construction d'une Algérie encore plus forte, durablement sereine et prospère», et à «l'enjeu de préservation de ces acquis majeurs dont le président Bouteflika en a été l'artisan et leur consolidation, nous lançons un appel solennel pour poursuivre sa mission à la tête de l'Etat et se présenter aux élections du 18 avril 2019», dira Nasreddine Zerkaoui sous les applaudissements et les youyous de l'assistance.

Par ailleurs, outre Mustapha Chalabi, également membre de la Coordination nationale de soutien au programme du Président Bouteflika, qui a lancé le même appel en langue arabe, Sid Amar Cheikh El Kounti, de la Tarika El kountia a lui aussi en langue amazighe appelé le chef de l'Etat à se présenter aux échéances électorales du 18 avril.

Quant à Abdelkrim Abidet, membre de la Coordination mais aussi, psychothérapeute et référence internationale en matière de prévention pour la lutte contre les fléaux sociaux, en marge de cette rencontre, nous fera part de «la création du Front populaire de la société civile». Il s'agit, expliquera-t-il, d'«un groupement d'associations civiles qui soutient le président de la République, mais aussi qui dénonce que le Président n'est pas l'apanage d'un parti ou de quelque partie qui soit. Le Président est à tous les Algériens», affirmera-t-il.

L. N.

Présidentielle

12 chefs de partis et 50 postulants libres retirent les formulaires

Douze présidents de partis politiques et 50 prétendants libres ont procédé au retrait des formulaires de candidature à l'élection présidentielle, prévue le 18 avril prochain, indique le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire dans un communiqué. Selon ce bilan provisoire arrêté mardi en fin de journée, 62 lettres d'intention de

candidature ont été déposées au ministère, dont 12 émanant de présidents de partis politiques et 50 de prétendants indépendants, précise le ministère de l'Intérieur, ajoutant que «les concernés ont pu bénéficier des quotas de formulaires de souscription, en application des dispositions légales en vigueur». «Les opérations se poursuivent au fur et à mesure que les demandes sont

formulées et se déroulent dans de bonnes conditions», note le même source. Les présidents de partis politiques qui ont postulé à la candidature à l'élection de la présidence de la République sont Belaid Abdelaziz du Front El-Moustakbel, Adoul Mahfoudh du Parti de la victoire nationale (PVN), Ali Benflis du parti Talaie El Hourriyet, Ahmed Gouraya du Front des jeunes démocrates

pour la citoyenneté (FJDC), Ali Zeghdoud du Rassemblement algérien (RA), Guerras Fethi du Mouvement démocratique et social (MDS), Ali Faouzi Rebaine du parti Ahd 54, Omar Bouacha du Mouvement El Infitah, Mohamed Hadeef du Mouvement national de l'espérance (MNE), Abdelkader Bengrina du Mouvement El Binaâ, Salim Khalfa du Parti de la jeunesse

démocratique (PJD) et Aissa Belhadi du Front de la bonne gouvernance (FBG). Parmi les candidats indépendants, la liste jointe à ce bilan provisoire cite, entre autres, Ali Ghediri, général-major à la retraite, Rachid Nekkaz, qui avait déjà postulé à la candidature lors de l'élection présidentielle de 2014, et l'ancien député Tahar Missourin. Samah K./APS

Début de l'opération de révision exceptionnelle des listes électorales

L'opération de révision exceptionnelle des listes électorales a débuté mercredi et s'étalera jusqu'au 6 février prochain, en prévision de l'élection présidentielle qui se déroulera le 18 avril 2019. Cette révision exceptionnelle des listes électorales intervient en vertu des dispositions de la loi organique n° 16-10 relative au régime électoral, et la signature du décret présidentiel portant convocation du corps électoral pour le 18 avril 2019 en vue de l'élection du président de la République. Les

listes électorales sont, ainsi, dressées et révisées dans chaque commune sous le contrôle d'une commission administrative électorale composée d'un magistrat désigné par le président de la cour territorialement compétente pour présider la commission, du président de l'Assemblée populaire communale (APC), du secrétaire général de la commune, et de deux électeurs de la commune, désignés par le président de la commission. Les listes électorales des membres de la com-

munité nationale établie à l'étranger sont également dressées et révisées dans chaque circonscription diplomatique ou consulaire sous le contrôle d'une commission administrative électorale présidée par le chef de la représentation diplomatique ou le chef du poste consulaire, désigné par l'ambassadeur. Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a invité déjà tous les citoyens non inscrits sur les listes électorales et âgés de dix-huit ans révolus le

jour du scrutin, soit le 18 avril 2019, à demander leur inscription sur la liste électorale de la commune de résidence. Les électeurs ayant changé de résidence doivent, quant à eux, se rapprocher de leur nouvelle commune de résidence qui prendra en charge la procédure de radiation et d'inscription. La demande d'inscription doit être appuyée par la présentation de deux documents, l'un justifiant l'identité et l'autre justifiant la résidence, avait précisé le ministère. Les bureaux chargés des

élections au niveau des communes sont, ainsi, ouverts tous les jours de la semaine, de 9h00 à 16h30. La nouvelle loi relative au régime électoral souligne l'obligation de procéder à l'affichage d'un avis d'ouverture et de clôture de la période de révision des listes électorales et offre aux citoyens, omis sur la liste électorale, la possibilité de présenter leurs réclamations au président de la commission administrative électorale, dans les formes et délais prévus par la loi. M. L.

Le DG de la CNR annonce un retour à la stabilisation du déficit

Moins d'angoisse en vue pour les retraités

■ Le déficit financier de la Caisse nationale des retraites (CNR) qui était de l'ordre de 560 milliards de dinars en 2018, appelé à croître en 2019 pour atteindre les 600 milliards de dinars, connaîtra une «stabilité» durant les prochaines années en raison de la régression enregistrée dans les départs à la retraite.

Par Louiza Ait Ramdane

Slimane Mellouka, D-G de la CNR



Vers le retour à la normale de la Caisse nationale des retraites. Le directeur général de la CNR, Slimane Mellouka, rassure sur les ondes de la Radio nationale que la Caisse connaîtra des jours meilleurs dans les années à venir. «Il y aura une certaine stabilité du déficit financier de la Caisse dans les années à venir, puisqu'il y a eu une régression des dossiers de retraite en 2018 avec l'abrogation des dispositions pour le départ à la retraite avant l'âge légal». Aussi, il dira : «Nous prévoyons un passage du déficit de l'ordre de 600 à 610 milliards DA en 2019». Faisant savoir que le nombre des départs à la retraite a été de moins de 80 000 l'année écoulée, il a rappelé que le déficit actuel de la Caisse s'élève à 600 milliards DA. Un montant qui a été octroyé à cette dernière sous forme d'un prêt à payer en différé et en 2 tranches, avec un délai de 20 ans, et ce, dans le cadre de loi de finances (LF) 2019, a-t-il détaillé. A ce montant, s'ajoute la contribution régulière de l'Etat, ce qui a permis à la Caisse de se doter d'un total de 700 milliards de DA devant lui permettre de couvrir le paiement des pensions et allocations des retraités.

Pour y remédier, le même responsable a fait état, en outre, de réflexions sur des pistes devant endiguer le déficit qui se creuse depuis 2015, dont des mesures juridiques pour assurer le recouvrement des déperditions dues

aux non déclarations ou à la sous-déclaration des travailleurs par leurs employeurs. Sachant, a-t-il noté, qu'il y aurait quelque 43% des salariés non déclarés, selon l'affirmation du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. «L'Etat réfléchit à des mécanismes de réduction des frais de fonctionnement ciblant l'ensemble des organismes du système de Sécurité sociale, en plus du développement de la politique de l'emploi afin d'augmenter le nombre des cotisations», a-t-il poursuivi, exprimant son «souhait de revenir à la situation d'équilibre», soit

1 retraité pour 5 cotisants.

Tout en rappelant les mesures déjà prises par les pouvoirs publics pour faire face au déficit de la Caisse induit par le nombre très important des départs à la retraite anticipée, il a affirmé que cela s'est traduit par un déficit croissant, de l'ordre de 100 milliards DA l'an, passant ainsi de 150 milliards DA en 2015 à près de 560 milliards DA en 2018. Un montant de 500 milliards DA avait alors été accordé à la Caisse pour lui permettre d'assurer le paiement des pensions, et ce, dans le cadre de la LF 2018, a-t-il rappelé. Revenant sur

l'évolution de ce déficit financier, il a soutenu qu'en 2013-2014, la Caisse avait encore les moyens nécessaires pour prendre en charge les dépenses de l'époque, mais depuis 2015, une saignée très importante a été ressentie. «En 2016, près de 300 000 dossiers de départ à la retraite ont été déposés», a-t-il relevé, faisant savoir qu'après sélection, plus de la moitié a été retenue, ce qui a négativement impacté l'équilibre de cette Caisse dépendante des cotisations.

L. A. R.

Grève peu suivie et sit-in timides et brefs

La protestation des syndicats des enseignants s'essouffle-t-elle ?

Les enseignants et administratifs ont-ils perdu foi en leurs syndicats ? En effet, déjà le 21 janvier dernier la grève a été peu suivie, les différents sit-in lancés par l'Intersyndicale du secteur de l'Education nationale et organisés mardi dernier devant les sièges des directions de l'éducation de chaque région étaient quelque peu timides et brefs. Une grande partie des sit-in observés devant les directions de l'éducation de chaque région étaient brefs et se sont passés dans le calme, du fait du nombre faible des protestataires ne dépassant pas, pour la plupart, la centaine. Lancés par l'Intersyndicale du secteur de l'Education nationale, les sit-in n'ont pas eu l'effet souhaité par les syndicats, ni même la grève du 21 janvier dernier qui est passée inaperçue. Les enseignants ont peut-être marre ou peur de subir des sanctions après la grève. A Tipasa par exemple, une trentaine de protestataires, entre enseignants et employés

administratifs, ayant débrayé durant la journée de lundi, ont pris part à un sit-in de près d'une heure, réitérant des revendications liées au «reclassement», tout en dénonçant ce qu'ils ont qualifié de «système de ségrégation dans les corps de l'éducation». «Nos revendications sont légitimes», ont-ils soutenu. A noter que le taux de suivi de l'appel à la grève, lancé par l'Intersyndicale de l'éducation, n'a pas dépassé les 9% à Tipasa (entre corps administratif et enseignant). Même situation à Blida et Boumerdes, où quelque dizaines d'enseignants représentant l'Intersyndicale de l'éducation ont organisé des sit-in devant les sièges respectifs des directions de l'éducation de ces deux wilayas. Les représentants locaux de quatre syndicats ayant lancé l'appel à ce mouvement de protestation ont organisé un sit-in d'une trentaine de minutes devant l'entrée principale du siège de la direction de l'éducation. A Ain Defla, près de 80 per-

sonnes (entre enseignants et employés affiliés aux 4 syndicats grévistes) ont participé, dans l'après-midi, au sit-in organisé devant le siège de la direction locale de l'éducation, scandant des revendications socioprofessionnelles. Les protestataires venus des régions de Tachta, Miliana et Tarek Ben Ziad notamment, brandissaient des pancartes exprimant leurs revendications principales, dont l'abrogation de l'article 87 bis, la retraite proportionnelle et la liberté syndicale. Dans la wilaya de Bouira, aucun sit-in n'a été organisé du fait que la majorité des enseignants de la wilaya relèvent du Conseil national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Cnapest), qui a refusé d'y adhérer, conformément à la déclaration, lundi, de Djamel Benyoucef, président du bureau local du Cnapest à Bouira, qui avait souligné que ce «syndicat a décidé de ne participer ni au mouvement de grève de lundi dernier, ni au sit-in

de protestation prévu mardi dernier». A noter que le tribunal administratif de Bir Mourad Rais (Alger) avait rendu lundi dernier des jugements déclarant illégale la grève à laquelle a appelé le collectif des syndicats autonomes du secteur de l'éducation dans les trois paliers, a-t-on appris auprès du ministère de l'Education nationale. Le ministère de l'Education nationale avait indiqué, auparavant, que le taux de suivi de la grève au niveau national était de l'ordre de 8,27% entre personnels pédagogique et administratif, alors que les syndicats ont évoqué un taux «large et plus qu'acceptable». Différents représentants d'associations de parents d'élèves, à l'instar du vice-président de l'Association nationale des parents d'élèves, Benkaci Mustapha, n'ont pas manqué, à l'occasion, de lancer des appels à la «sagesse et au dialogue» afin d'éviter de perturber et de déstabiliser les élèves.

Thinahine Khouchi

LA QUESTION DU JOUR

Détestation réciproque à son plus haut

Suite de la page une

En l'occurrence, la France n'a même pas daigné répondre, se contentant de convoquer l'ambassadeur italien. Si le même rapport voyait le jour entre la France et l'Allemagne, c'en serait fini de l'Union européenne. Ce serait un peu comme si au lieu que ce soit un seul pays qui en sort, ce sont plusieurs qui le font d'un coup. L'Italie n'étant pas un membre de toute première importance de l'Union, malgré son titre de pays fondateur et son statut de troisième grande économie continentale, elle peut se permettre de dire pis que pendre de la France sans que cela prête beaucoup à conséquence. Ce que sont devenues les relations entre l'Italie et la France ressort bien mieux quand elles sont mises en regard de celles qui existent aujourd'hui entre les deux pays majeurs de l'Union européenne, c'est-à-dire la France et l'Allemagne. Ce que l'Italie récuse, c'est moins les mérites des Allemands que ceux des Français à tenir un rôle de premier ordre en Europe. C'est que l'Allemagne n'a pas une dette frisant le 100% du PIB, comme c'est le cas de la France, et ce n'est pas un déficit de son commerce extérieur qu'elle enregistre chaque année, mais un substantiel excédent. Qui plus est, ce n'est pas à l'Allemagne qu'on pourrait faire le reproche de ne pas avoir fait suffisamment d'effort en matière de migration. Elle en a au contraire fourni plus que n'importe qui en Europe. Les dirigeants actuels italiens détestent d'autant plus leurs homologues français qu'ils ne voient pas ce qui autoriserait ceux-ci à les prendre de haut, à s'estimer supérieurs à eux. A leurs yeux, ils ne font pas mieux qu'eux dans aucun domaine. Ils devraient les respecter comme des égaux. Les dirigeants italiens sont des eurosceptiques. S'ils avaient été cohérents avec eux-mêmes, c'est à une sortie de l'UE qu'ils devraient être maintenant attelés. Comme ils savent ne pas pouvoir s'engager dans cette voie héroïque, comme l'ont fait les conservateurs britanniques, alors pour ne pas avoir à trop se détester, ils ont projeté sur leurs homologues français une partie du mépris qu'ils ont d'eux-mêmes.

M. H.

Outre d'être à fort potentiel de création d'emploi

Le tourisme, un tremplin pour la qualité de service

■ A très fort potentiel touristique, l'Algérie, approchée de près, s'avère être un véritable gisement de ferments touristiques de tous ordres, et les raisons qui permettent de l'affirmer sont de plusieurs tenants, notamment climatique, historique, panoramique, culturel, humain, patrimonial et bien d'autres. Il s'agit d'un potentiel qui, en dépit du développement enregistré ces dernières années, demeure, au jour d'aujourd'hui, presque inexploité.

Par Filali H. Imène

Le simple fait d'évoquer le rôle d'un secteur comme le tourisme dans la vie économique et sociale de l'Algérie suscite de nombreuses questions d'importance. Développer le tourisme apparaît-il comme une démarche essen-



P.V.D. R.

BMS Des vents forts continueront à souffler jusqu'à aujourd'hui

DES VENTS forts parfois en rafales continueront à souffler sur les wilayas de l'Ouest et le Centre du pays jusqu'à jeudi, indique mercredi un bulletin météorologique spécial (BMS) émis par les services de l'Office national de météorologie. Les wilayas de l'Ouest concernées sont Tlemcen, Aïn Témouchent, Oran, Mostaganem, Chlef, Naâma, Tiaret, El Bayadh, Laghouat, Djelfa, Sidi Bel-Abbès, Saïda, Tissimsilt, Mascara, Relizane et M'sila, dont la validité en cours s'étalera jusqu'à jeudi à 06h00. Les wilayas de Tipaza, Bliida, Aïn Defla, Médéa, Alger, Boumerdès, Tizi Ouzou, Jijel et Skikda sont, elles aussi, concernées par ce BMS, dont la validité débute du mercredi à 12h00 jusqu'à jeudi 24 à 06h00, relevant que la direction des vents sera de l'Ouest à Nord-ouest entre 60 et 70 km/h avec de fortes rafales.

Omar N.

Accidents de la route 21 morts et 1000 blessés en une semaine

VINGT et une personnes ont trouvé la mort et 1 011 autres ont été blessés dans 976 accidents de la route survenus en une semaine (du 13 au 19 janvier) à travers le territoire national, selon un bilan de la Protection civile publié mercredi. Le nombre le plus élevé de victimes a été enregistré dans la wilaya de Tlemcen où trois personnes sont décédées et 40 autres ont été blessées dans 43 accidents de la circulation, précise le même source. Les services de la Protection civile ont procédé, par ailleurs, à l'extinction de 603 incendies urbains, industriels et autres. En outre, près de 5 000 opérations d'assistance à des personnes en danger et opérations diverses ont été effectuées par les éléments de la Protection civile durant la même période.

R. N.

tielle ? Pour quelles finalités sociale et économique ? Des questions sous-jacentes surviennent qui interrogent la particularité qui distingue le tourisme des autres secteurs, qui interrogent son apport. Autant de questions, dont les réponses donnent une meilleure lisibilité à ce qui pourrait être considéré comme une force du secteur touristique, expliquant, au coup, le classement de sa promotion industrielle, culturelle et humaine comme un axe prioritaire de la politique de l'Etat.

A très fort potentiel touristique, l'Algérie, approchée de près, s'avère être un véritable gisement de ferments touristiques de tous ordres, et les raisons qui permettent de l'affirmer sont de plusieurs tenants, notamment climatique, histo-

rique, panoramique, culturel, humain, patrimonial et bien autres. Il s'agit d'un potentiel qui, en dépit du développement enregistré ces dernières années, demeure, au jour d'aujourd'hui, presque inexploité, appelant des vœux de ceux qui essayent de le porter, une véritable industrie touristique qui offre aux touristes autre chose que la seule beauté virginale des paysages d'Algérie.

L'opportunité de créer des activités touristiques digne de ce nom est évidente, autant que le sont les raisons qui doivent absolument nous pousser à le faire. Le secteur touristique possède un formidable potentiel en termes de création d'emplois, contribue au développement en valorisant tous les atouts culturels, patrimoniaux et humains aux échelons local et national et

favorise des rentrées importantes de devises pour le pays.

L'autre fonction levier du tourisme et qui n'est pas de moindre importance en termes d'effets positifs, c'est qu'il est un domaine très exigeant en matière de mise à niveau et de normalisation. Une particularité qui en fait le secteur, par excellence, qui inculque la culture de qualité de service et d'accueil, et cela, dans de très nombreux domaines. En effet, la qualité de service qu'il impose et qui est, du fait de la vocation extensive du tourisme, étendue à l'espace social dans sa totalité, à l'exception des intimés des vies familiales, fait que le tourisme hisse forcément la qualité de tous les services que requiert l'activité, qu'il s'agisse de transport, de logement, d'hôtellerie, de restauration, d'amé-

nagement urbain, d'architecture ou encore de cachet culturel spécifique, affectant, sur le long terme, jusqu'au comportement des populations, que l'environnement social à vocation touristique amène à s'engager au service des intérêts de leurs collectivités, au service de l'économie de celle-ci et de l'emploi.

En fait, jamais le tourisme ne peut évoluer, quel que soit le produit d'appel touristique, dans un espace en deçà de la décence que définissent des normes internationales et surtout pas dans l'insalubrité. D'où cette réalité du tourisme qui promeut, de plus en plus, en Algérie la nécessité d'en faire un vecteur de croissance, de richesse, de création d'emploi et de développement durable.

F. H. I.

Jeunes/Formation

«REVE Académie», nouveau programme favorisant l'insertion des jeunes

Un nouveau programme de formation intitulé «REVE Académie» a été mis en place à l'Université d'Oran-1 «Ahmed Benbella» au profit des jeunes lycéens, universitaires et porteurs de projets, a-t-on appris de la coordinatrice de cette opération. L'insertion des jeunes est l'objectif essentiel de cette initiative menée sous le slogan «Accéder à l'excellence», a précisé à l'APS, Asmaa Bengueddach, expliquant que l'acronyme «REVE» est inspiré des grandes actions ciblées, à savoir «Réfléchir», «Etablir», «Vendre» et «Evoluer». Un cycle d'ateliers thématiques est programmé tout au long de l'année universitaire en cours à l'effet de «doter les jeunes de compétences personnelles et tech-

niques», a-t-elle signalé. «Il s'agit d'aider les jeunes à acquérir les outils à même de consolider, à terme, leurs chances d'employabilité», a souligné M^{me} Bengueddach, observant que le programme «REVE Académie» se distingue par ses actions en amont en faveur des lycéens. Cette initiative, intervenant en complément aux efforts de l'Université dans le cadre de son rapprochement avec le secteur économique, vise aussi à inculquer les compétences techniques dans l'entrepreneuriat et la création d'entreprise. La mise en oeuvre de ce programme a été précédée d'un atelier au profit des jeunes de 18 à 35 ans, animé en décembre dernier sous le thème «Comment être un entrepreneur de succès», a

indiqué la coordinatrice. Le programme «REVE Académie» est mené dans le cadre du partenariat de l'Université d'Oran-1

«Ahmed Benbella» avec l'Agence universitaire de la francophonie (AUF), a-t-on signalé.

(APS)

Algérie/Mali Début à Alger des travaux de la 4^e session du comité mixte de sécurité

LES TRAVAUX de la 4^e session du comité mixte de sécurité algéro-malien ont débuté mercredi à Alger pour discuter notamment de «l'ensemble des aspects sécuritaires ainsi que d'autres sujets comme l'administration territoriale». Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, avait reçu mardi une délégation malienne conduite par le secrétaire général du ministère malien de la Sécurité et de la Protection civile, Aser Kamate. M. Kamate avait tenu, à cette occasion, à saluer le rôle «important» de l'Algérie dans la stabilisation du Mali, rappelant la mise en oeuvre des accords de paix de Bamako nés du processus d'Alger.

Aymen C.

Pétrole

Le prix du panier de l'Opep à plus de 60 dollars

■ Le prix du panier de quatorze pétroles bruts, qui sert de référence à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), s'est établi mardi à 60,66 dollars le baril, contre 61,49 dollars la veille, a indiqué mercredi l'Organisation sur son site web.

Par Salem K.

Introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de l'Opep (ORB) comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djeno (Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigéria), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela). Mardi, les cours du pétrole reculaient en cours d'échanges européens, effaçant leur bond de la veille alors que les inquiétudes sur la croissance mondiale reprennent le dessus. Dans l'après-midi, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars valait 61,29 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 1,45 dollar par rapport à la clôture de lundi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de février, dont c'est le dernier jour de cotation, céda à 52,36 dollars une heure après son ouverture. La veille, les cours avaient grimpé à leur plus haut niveau en un mois et demi à 63,15 dollars pour le Brent et à 54,24 dollars pour le WTI. Les prix évoluent «de manière impulsive», a souligné un analyste qui rappelle que les cours se sont effondrés de 40% au dernier trimestre de 2018 avant de grimper de 20% sur les premières semaines de 2019. Certains acteurs s'inquiètent ainsi de voir les prix monter alors que la demande pourrait souffrir d'un ralentissement de la croissance, notamment en Chine, premier importateur mondial de pétrole.



«Le FMI a revu à la baisse ses prévisions de croissance mondiale lundi», ont noté des spécialistes. Alors que l'essentiel de la croissance de la demande se concentre en Asie, certains analystes estiment que la croissance de la demande indienne d'essence et d'autres produits raffinés pourrait atteindre 6,4%, ou 112 000 barils par jour, et dépasser celle de la Chine en 2019.

Les données hebdomadaires sur les réserves américaines, habituellement publiées le mercredi par l'Agence américaine d'information sur l'énergie, paraîtront jeudi en raison d'un jour férié lundi aux Etats-Unis. Selon le dernier rapport mensuel de l'Opep, la production totale de ses membres avait décliné de 75 100 barils par jour (bj) en décembre, à 31,58 millions de barils par jour (mbj), l'Arabie saoudite représentant à elle seule plus de la moitié de ce recul (-46 800 bj). L'Organisation

a en outre légèrement revu à la baisse sa prévision de production issue des pays non membres de l'organisation pour 2019 (+2,1 mbj à 64,16 mbj), du fait de l'anticipation d'une production moindre au Canada. L'Opep devrait, quant à elle, pomper moins de pétrole, comme elle s'y est engagée en décembre dernier dans le cadre d'un accord avec d'autres pays producteurs. Cet accord prévoit une baisse commune de 1,2 mbj afin de redresser les cours. Cette réduction, calculée à partir des niveaux de production d'octobre, doit être portée à 800 000 barils quotidiens par les quatorze pays de l'Opep et à 400 000 par ses dix partenaires dont la Russie. S'agissant de la croissance de la demande, l'Opep a maintenu ses prévisions inchangées, à 1,29 mbj en 2019. La consommation mondiale atteindrait alors 100,08 mbj. A noter que les pays participants à la déclaration de

coopération ont atteint en novembre 2018 un niveau de conformité global inférieur à 100%, atteignant 98% pour le mois. L'Opep et ses partenaires tiendront une réunion les 17 et 18 avril prochain à Vienne afin d'estimer si leur politique de réduction de la production doit être maintenue ou amendée, selon des informations de l'agence Bloomberg qui a cité le secrétaire général de l'Organisation, le Nigérian Mohammed Barkindo. Ce rendez-vous sera précédé par la treizième réunion du Comité ministériel conjoint de suivi de l'accord Opep-non Opep (JMMC) à Bakou (Azerbaïdjan) le 18 mars prochain.

Le pétrole stable en Asie

Les cours du pétrole étaient stables, mercredi en Asie. Vers 03H00 GMT, le baril de «light

sweet crude» (WTI), référence américaine du brut, pour livraison en février, était inchangé à 52,57 dollars dans les échanges électroniques en Asie.

Le baril de Brent, référence européenne, pour livraison en mars, gagnait 9 cents à 61,59 dollars.

Le Brent de la mer du Nord avait reculé de 1,24 dollar sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres. À New York, le baril de WTI avait cédé 1,23 dollar par rapport à sa clôture de vendredi. Le Fonds monétaire international (FMI) a notamment abaissé ses prévisions de croissance mondiale pour 2019 à 3,5%, prenant acte de la persistance des tensions commerciales et de la montée des risques politiques. Cette prévision, qui avait fait décrocher mardi les marchés pétroliers, continuait de plomber mercredi les échanges.

S. K./APS

Royaume-Uni

Taux de chômage en baisse et pouvoir d'achat en hausse

Le taux de chômage au Royaume-Uni a reculé à 4,0% lors des trois mois achevés à fin novembre, au plus bas depuis 44 ans, tandis que le pouvoir d'achat des ménages a poursuivi sa hausse, a annoncé l'Office des statistiques nationales (ONS). Ce taux est inférieur aux attentes des économistes interrogés par Bloomberg, qui tablaient sur un maintien à 4,1% comme à fin octobre. Malgré les incertitudes du Brexit et le ralentissement

de la croissance, tous les signaux sont au vert sur le marché de l'emploi au Royaume-Uni. A 4,0%, le taux de chômage n'a plus été aussi bas depuis le début de l'année 1975. Le pays n'a jamais compté autant de personnes occupant un emploi, à 32,53 millions, un chiffre en forte hausse sur un an. Le taux d'emploi atteint 75,8%, un sommet depuis le début de la compilation de ces statistiques en 1971. Le pays a enregistré 141 000 créa-

tions d'emplois nettes par rapport à fin août, soit bien plus que prévu par Bloomberg (87 000). L'ONS a dévoilé dans la même publication des chiffres encourageants sur l'évolution des salaires, qui ont augmenté de 3,4% (primes comprises) sur un an, un rythme jamais connu depuis l'été 2008 et bien plus élevé que l'inflation qui avait ralenti à 2,3% en novembre. Les salaires gagnent en vigueur au moment même où la haus-

se des prix faiblit inexorablement en se rapprochant des 2%. Résultat, les ménages gagnent en pouvoir d'achat, si bien que le revenu réel (bonus compris) s'est élevé de 1,2% à fin novembre, selon l'ONS. Ces chiffres peuvent susciter quelques espoirs sur la croissance économique dans les prochains mois, la consommation des ménages en étant un des principaux moteurs.

M/ L.

Conjoncture

La croissance en Chine a atteint 6,6% en 2018

La croissance économique chinoise a atteint 6,6% en 2018, a indiqué le Bureau d'Etat des statistiques (BES). Le taux de croissance de 2018 est toutefois en repli par rapport à celui de 2017 qui a atteint 6,8%. La croissance au quatrième trimestre s'est établie à 6,4%, soit un léger repli par rapport au troisième trimestre qui a enregistré

une performance de 6,5, selon les données du BES. «L'économie chinoise a fonctionné dans une fourchette raisonnable en 2018, avec une croissance généralement stable et une amélioration de sa performance», a indiqué le chef de BES, Ning Jizhe, dans une conférence de presse. «Avec une contribution d'environ 30%,

l'économie chinoise demeure en 2018 le plus grand contributeur à la croissance économique mondiale», a-t-il relevé. Le produit intérieur brut (PIB) a totalisé 90 030,9 milliards de yuans (environ 13 280 milliards de dollars) en 2018, avec un secteur des services qui représente plus de la moitié de ce montant, selon les chiffres du BES.

Les Bourses chinoises ouvrent en baisse

Les Bourses chinoises ont ouvert à la baisse, mercredi en raison de nouvelles inquiétudes quant à l'issue des négociations commerciales sino-américaines. A Hong Kong, l'indice composite Hang Seng reculait dans les pre-

miers échanges de 44,71 points, soit 0,17% à 26 960,74 points. En Chine continentale, l'indice composite de référence de la place de Shanghai céda à 4,44 points, soit 0,17% à 2 575,26 points. L'indice composite de la Bourse de Shenzhen reculait de 3,76 points, soit 0,29% à 1 310,82 points.

R.E.

Annaba

Rencontre pour relancer l'investissement en aquaculture à l'Est du pays

■ Inscrite dans le cadre d'un partenariat algéro-italien pour la relance de cette activité, la rencontre a porté sur les mécanismes de soutien et d'accompagnement des investisseurs

Par Ghania Ch.

L'encouragement et la promotion de l'investissement dans la filière aquacole a constitué mardi le thème d'une rencontre technique régionale organisée à Annaba au profit de 50 porteurs de projets d'investissements des wilayas de la façade maritime Annaba, El Tarf, Jijel, Béjaïa et Skikda.

Inscrite dans le cadre d'un partenariat algéro-italien pour la relance de cette activité, la rencontre a porté sur les mécanismes de soutien et d'accompagnement des investisseurs, les aspects techniques en rapport avec le partenaire italien et les modalités de financement et gestion des fermes aquacoles.

La rencontre a donné lieu à la présentation de modèles de projets réussis ainsi que des perspectives de la filière prévoyant à l'échelle nationale

la production par les fermes aquacoles et cages flottantes entre 80 000 et 100 000 tonnes.

La wilaya compte cinq projets d'investissement en aquaculture dont un portant sur la production de mollusques à Chetaïbi entré en activité 2018 avec une capa-

acité de 4 tonnes, selon le directeur de wilaya de la pêche et de l'aquaculture, Amar Ami, qui a fait savoir qu'un autre projet d'élevage de poissons en cages flottantes sera opérationnel «au 1^{er} trimestre 2019» également à Chetaïbi.

G. Ch./APS



Batna

Lancement «incessamment» des travaux de réalisation de 15 terrains de sport

Les travaux de quinze terrains de sport seront lancés «au cours de l'année 2019» dans plusieurs communes de la wilaya de Batna, a-t-on appris mardi, du directeur local de la jeunesse et des sports (DJS).

Les cahiers des charges de ces projets ont été élaborés et les travaux seront «bientôt» lancés, a précisé Smail Boukherissa, soulignant que la plupart de ces stades seront construits dans des communes enclavées qui ne disposent pas de telles infrastructures, notam-

ment Kimel, Taxlent, Zanat El Beida et Ouyoun El Assafir. La réalisation de ces projets a nécessité la mobilisation d'une enveloppe financière de 880 millions de dinars, dont 550 millions de dinars octroyés dans le cadre du programme des Hauts plateaux et 330 millions de dinars alloués par le Fonds de garantie des collectivités locales.

Durant les deux dernières années (2017 et 2018), un montant de plus de 1,6 milliard de dinars a été réservé pour la réalisation de plus de 160 terrains de

proximité ainsi que 40 terrain de sport à travers la capitale des Aurès, a précisé la même source, soulignant les efforts consentis pour la réalisation d'«au moins un terrain de sport dans chaque commune». Au début de l'année en cours, huit terrains de proximité ont été mis en service à travers plusieurs quartiers de la ville de Batna, a fait savoir le DJS, ajoutant que ces infrastructures sportives ont nécessité un investissement financier de l'ordre de 50 millions de dinars. Deux marchés de commerce

inexploités ont été convertis en deux salles de sport dans le quartier de Bouzouran et au pôle urbain du chef-lieu de wilaya dans le cadre d'un investissement privé. M. Boukherissa a révélé que plusieurs infrastructures sportives sont en cours de réalisation dans plusieurs communes de la wilaya dans le cadre d'un investissement privé, citant, entre autres, une piscine dans la commune d'Ain Djasser et un complexe sportif dans la commune d'Ain Touta.

APS

Naâma

Chutes de neige et baisse notable de la température

Une fine couche de neige a recouvert, mardi, la zone montagneuse de «Mekalis», située au sud de la wilaya de Naâma et dans les villages rele-

vant de la commune frontalière de Kasdire, à l'extrême ouest de la wilaya, ont signalé les services des services météorologiques locaux. Une vague de froid sévit

depuis la matinée sur la wilaya de Naâma, où la température a atteint dans certaines localités les moins 6 degrés, notamment à Harchiya, à 10 km au nord du

chef-lieu. Cette baisse drastique de la température a eu pour conséquence la constitution du verglas et des chutes de neige, a-t-on indiqué à l'annexe de

l'Office nationale de météorologie de Naâma.

Les agriculteurs et les éleveurs ont accueilli avec satisfaction ces précipitations qui permettront de régénérer le couvert végétal et d'avoir un impact positif sur la production agricole locale.

Ces changements brusques de la température n'ont pas causé d'accidents ou de perturbations dans la circulation routière, a-t-on indiqué.

M. L.

Mila

Lancement des travaux de 150 km de pistes agricoles

Les travaux d'aménagement et d'ouverture de 150 km ont été récemment lancés dans plusieurs communes montagneuses de la wilaya Mila, a-t-on appris mardi auprès de la direction locale des services agricoles (DSA). Le chargé de communication de cette direction, Mohamed Boulefat a indiqué à l'APS que ce projet s'inscrit dans le cadre du programme dont a bénéficié la wilaya de Mila pour le développement des zones montagneuses au titre de l'année 2018 pour un montant financier de 210 millions de dinars. Devant se faire sur deux

tranches, à savoir le réaménagement de 75 km de pistes agricoles endommagées et l'ouverture de 75 autres, le projet ambitieux de contribuer au désen-

clavement de 22 communes sur les 32 que compte la wilaya.

Ces travaux qui ont été lancés au début de ce mois de janvier pour être achevés dans un délai

de huit mois, concernent actuellement les localités d'Ahmed Rachedi et Deradji Bouslah, a-t-on noté.

Younès F.

Oum El Bouaghi

Vers la régularisation de la situation de 2 000 exploitants agricoles

L'Office national des terres agricoles (ONAT) a recensé dans la wilaya d'Oum El Bouaghi quelque 2 000 exploitants agricoles devant être régularisés au titre des dispositions portant reconversion de la propriété des terres agricoles du droit de jouis-

sance permanent en droit de concession, a-t-on appris mardi, du directeur local de cet office, Khaled Manâa. L'opération de recensement des agriculteurs exploitant des terres agricoles relevant du bien privé de l'Etat, a été lancée en application de l'ins-

truction interministérielle émise par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, le ministère des Finances et celui de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, a expliqué la même sour-

ce. Au terme de cette opération, les dossiers de 2 000 agriculteurs activant à travers les 29 communes de la wilaya d'Oum El Bouaghi, seront définitivement assainis, a-t-il souligné. Il a dans ce contexte rappelé que les terres relevant des domaines de l'Etat sont soumises à un système de concession qui assure au bénéficiaire tous les droits garantissant ses investissements à commencer par le durée de la concession fixée à 40 ans renouvelables à la demande de l'intéressé ou de son héritier avec possibilité d'hypothèque pour bénéficier des aides et des crédits bancaires nécessaires. Le directeur local de l'ONAT a aussi fait savoir qu'une fois l'opération de réception des dossiers parachevée, une commission ad hoc devra procéder à des sorties sur terrain et réexaminer la situation des agriculteurs «au cas par cas».

R.R.

Ouali Y.

Bordj Bou Arreridj

Saisie de plus de 220 kg de drogue en 2018

Une quantité de 223,180kg de drogue a été saisie durant l'année 2018 dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj, a indiqué mardi le Commandant du groupement territorial de la Gendarmerie nationale le lieutenant-colonel Abdelkader Abbassa.

S'exprimant lors d'une conférence de presse consacrée à la présentation des activités des unités du groupement territorial

de Bordj Bou Arreridj durant l'année 2018, le même officier a précisé que ce corps de sécurité a traité durant cette même période 14 affaires de trafic de drogue et de comprimés de psychotropes, soit une augmentation de 42,85% par rapport à l'année 2017.

Ces opérations ont donné lieu à l'arrestation de 34 personnes (25 ont été incarcérées, alors que les 9 autres ont été libérées)

et la saisie de 198 comprimés psychotropes et 97,23 grammes de cocaïne entre autres.

Cependant, il a été enregistré un recul dans les affaires de vol de véhicule et de cheptel à travers le territoire relevant des compétences du groupement de la Gendarmerie nationale de Bordj Bou Arreridj, a relevé le même officier qui a fait part du démantèlement dans ce cadre de trois bandes criminelles et la

recupération de 2 véhicules et 310 têtes de cheptel.

Par ailleurs, le commandant du groupement territorial de la Gendarmerie nationale de Bordj Bou Arreridj a fait savoir que le numéro vert 1055 mis en service figure parmi les principaux éléments contribuant à la protection des individus et des biens et de la lutte contre la criminalité.

Réunion UE-UA/Ould Salek:

La force et la volonté du peuple sahraoui briseront les projets de l'occupant marocain

■ Le ministre sahraoui des Affaires étrangères, Mohamed Salem Ould Salek, a soutenu mardi que la participation de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) à la réunion des chefs de la diplomatie de l'Union africaine (UA) et de l'Union européenne (UE) à Bruxelles, contrecarrait les plans de l'occupation marocaine visant à exterminer le peuple sahraoui.

Par Moncef G.

«**L**a présence internationale aujourd'hui a prouvé à l'occupant marocain que ses projets d'extermination du peuple sahraoui, ou du moins d'entrave à l'exercice de sa souveraineté sur tout son territoire national, seront brisés par la force et la volonté du peuple sahraoui», a affirmé le ministre sahraoui, membre du Secrétariat national du Front Polisario, dans une déclaration à la presse, à l'issue de la réunion ministérielle UE-UA, tenue lundi et mardi à Bruxelles.

«Notre présence à Bruxelles, capitale de l'Europe, prouve d'une part que la paix repose sur la fin de l'occupation marocaine du territoire de la République sahraouie et démontre, d'autre part, qu'il n'y a pas de partenariat avec l'Union africaine sans l'Etat sahraoui et que, troisièmement, la seule et dernière solution au conflit entre la République sahraouie et la puissance occupan-

te, est le respect du royaume du Maroc pour ses frontières internationalement reconnues».

«Le peuple sahraoui est prêt pour une paix juste et basée sur une légitimité internationale ne reconnaissant pas de souveraineté du royaume du Maroc sur le Sahara occidental», a-t-il insisté, appelant au respect du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance.

Le ministre sahraoui des Affaires étrangères s'est félicité de la participation de l'Etat sahraoui à la réunion d'aujourd'hui qui «représente une grande victoire dans la manière d'imposer sa souveraineté et de prendre sa place parmi les nations».

Au cours de la réunion, «la délégation marocaine, avec la complicité du personnel de la Commission européenne possédant la nationalité d'un pays européen connu pour sa partialité à l'égard de l'occupation, a retiré la bannière portant le nom de la RASD et tenté de la remplacer par un autre portant le titre ou le nom d'un Etat membre de

l'Union africaine», ont indiqué des sources sahraouies.

Toutefois, ajoutent les mêmes sources, «cette manœuvre a échoué immédiatement après la forte intervention de la délégation sahraouie».

La délégation de la RASD ayant pris part à cette réunion dans le cadre de la mise en œuvre des conclusions du 5e sommet UA-UE d'Abidjan en novembre 2017 conduite par M. Ould Salek, comprenait le ministre délégué pour l'Europe, Mohamed Sidati, le Conseiller au ministère des Affaires étrangères, Mohamed Yeslem Beissat, l'ambassadeur et représentant permanent de l'Union africaine, Lamine Baali, et Aba Maainin et Bassiri moulay Hassan de la représentation du Front Polisario en Europe et en Belgique.

«Les aspects politiques: paix, sécurité et gouvernance. Aspects économiques, commerce, investissements, intégration économique et le multilatéralisme: renforcement de la coopéra-



tion au service d'un ordre mondial fondé sur des règles», ont été à l'ordre du jour des travaux de cette réunion ministérielle, qui a vu la participation des 83 membres des deux organisations (55 pays africains et 28 pays européens). La réunion a été coprésidée par la haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Federica Mogherini, et le ministre des affaires étrangères du Rwanda, Richard Sezibera.

A cette occasion, le ministre délégué pour l'Europe a indiqué que l'accord agricole UE-Maroc

interfère directement avec le processus de paix des Nations unies et menace de compromettre une paix déjà fragile entre le Sahara occidental et le Maroc.

Abordant l'accord commercial controversé Maroc-UE incluant les territoires sahraouis occupés, adopté mercredi dernier par le Parlement européen, le diplomate a souligné que cet accord «interfère directement avec le processus de paix conduit par l'Onu pour le règlement du conflit au Sahara occidental et menace de compromettre une paix déjà fragile entre le Sahara occidental et le Maroc». **M. G./APS**

Mohamed Sidati :

L'accord Maroc-UE menace de compromettre une paix fragile

Le ministre sahraoui représentant pour l'Europe du Front Polisario, Mohamed Sidati, a indiqué mardi que l'accord agricole UE-Maroc interfère directement avec le processus de paix des Nations unies et menace de compromettre une paix déjà fragile entre le Sahara occidental et le Maroc.

S'exprimant lors de la réunion ministérielle UE-UA, tenu lundi et mardi à Bruxelles, M. Sidati, qui abordait l'accord commercial controversé Maroc-UE incluant les territoires sahraouis occupés, adopté mercredi dernier par le Parlement européen, a souligné que cet accord «interfère directement avec le processus de paix conduit par l'Onu pour le règlement du conflit au Sahara occidental et menace de compromettre une paix déjà fragile entre

le Sahara occidental et le Maroc». «La Charte de l'Union africaine établit clairement l'égalité souveraine et le respect des frontières de ses membres, et nous exhortons l'UE à respecter cela à l'égard de tous les Etats membres», a-t-il insisté, soulignant, à l'occasion, qu'«en tant que membre à part entière de l'Union africaine, nous espérons des engagements positifs et fructueux avec nos partenaires européens. Nous avons clairement exprimé notre déception face aux mesures commerciales prises par l'Union européenne à l'égard du Sahara occidental».

«Nous croyons fermement que ces obstacles constituent des obstacles majeurs à la poursuite de l'intégration et de la coopération sur la base du respect mutuel et de nos principes

communs dans la défense du droit international, des valeurs démocratiques, des droits de la personne et de la primauté du droit», a ajouté M. Sidati. Le responsable sahraoui a ajouté qu'«il est clair que le récent accord commercial UE-Maroc, incluant le Sahara occidental en violation du droit de l'Union et du droit international, témoigne également d'un manque de respect des principes de l'Union africaine et envoie un message profondément préoccupant quant au respect de la règle, du droit et de la sécurité au Maghreb».

La veille, le Front Polisario a décidé de contester à nouveau devant la CJUE cet accord commercial controversé, affirmant que la bataille pour la préservation des ressources naturelles sahraouies constituera un fac-

teur de pression déterminant sur l'occupant marocain.

Le Front Polisario a souligné que «la bataille se fera entre les organes judiciaires et exécutifs de l'Europe, d'autant plus qu'aucune partie ne reconnaît la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental, y compris l'Union européenne elle-même qui la précède dans sa dernière résolution sur l'accord commercial illégal Maroc-UE».

L'UE doit soutenir sans réserve le processus de paix de l'ONU

A la même occasion, le ministre sahraoui a souligné que «le processus de paix des Nations unies sur le Sahara occidental est une rare opportunité

que l'UE doit soutenir sans réserve et éviter toute mesure susceptible de compromettre le processus de réalisation du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui».

«Il est donc inacceptable que l'UE reste seule sur la scène internationale pour reconnaître la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental - allant à l'encontre du droit international et du droit de l'UE», a-t-il dénoncé.

«Nous avons clairement indiqué que nous ne sommes pas opposés à de solides relations bilatérales entre l'UE et le Maroc, tant qu'elle est enracinée dans le droit international et ne viole pas les droits du peuple sahraoui», a expliqué M. Sidati.

«L'accord agricole UE-Maroc est illégal, et s'ape à la fois le processus de paix des Nations Unies et la réputation d'un membre de l'Union africaine», a-t-il encore rappelé.

«La réunion est une opportunité vitale pour l'Union africaine et l'Union européenne de consolider nos relations plus étroites, et explorer les domaines pour une coopération accrue à l'avenir».

La délégation sahraouie ayant pris part à la réunion UE-UA a été conduite par le ministre des Affaires étrangères, Mohamed Salem Ould Salek.

Mounira C.

Tunisie

Béji Caïd Essebsi proclame le 23 janvier fête nationale de l'abolition de l'esclavage et de la traite

Le président de la République tunisienne, Béji Caïd Essebsi a décidé de proclamer le 23 janvier de chaque année, fête nationale de l'abolition de l'esclavage et de la traite, a indiqué mardi la présidente de l'Instance nationale tunisienne de lutte contre la traite des personnes, Rawdha Laabidi.

«Cette décision fait suite à une demande adressée par l'instance à la présidence de la

République dans laquelle elle suggère de proclamer le 23 janvier 1846, date de l'abolition de l'esclavage en Tunisie, fête nationale», at-elle ajouté, citée par l'agence tunisienne TAP.

Dans une déclaration à l'issue de l'audience que lui a accordée le président de la République au Palais de Carthage, la présidente de l'instance a fait part de sa considé-

ration et de sa gratitude au chef de l'Etat pour avoir pris cette décision. La rencontre a permis de passer en revue les activités de l'instance et les efforts déployés pour promouvoir les mécanismes de lutte contre la traite des personnes et consolider la coordination nationale et internationale dans ce domaine, a indiqué la même source. **R. M.**

Salon international de la sécurité et de la prévention routières

Renault Algérie participe

Animée par Ali Zidane



Renault Algérie vient d'annoncer sa participation à la deuxième édition du Salon international de la sécurité et de la prévention routières, «Route et Sécurité Expo». Cette manifestation, organisée par le Centre national de la prévention et la sécurité routières (CNPSR), se tiendra du 28 au 30 janvier, au Palais des expositions de la Safex. Il regroupera des spécialistes nationaux et étrangers dans le cadre de la sensibilisation sur les accidents de la route. Renault Algérie profitera de cette occasion afin de présenter au large public l'intérêt porté à la sécurité à travers les modèles assemblés par Renault Algérie Production dans l'usine de Oued Tlalat (Oran). Renault Algérie offre déjà, depuis le début de

cette année et ce, jusqu'au 31 janvier, le contrôle de trajectoire (ESP) sur sa berline Symbol. Renault Algérie s'est distinguée, lors de la dernière Foire de la production nationale, en décembre dernier, par l'exposition du fruit de son savoir-faire en matière d'industrie. Des podiums équipés de Renault Symbol à différentes étapes de montage :

d'abord, une caisse peinte intégrée en début de chaîne de montage, suivi d'un véhicule semi-assemblé, représentant 50 minutes d'opérations sur le véhicule, qui est désormais équipé, autre autres, d'isolants, du cockpit, des câblages, de la miroiterie, ainsi que la sous-caisse comportant le moteur.

Peugeot Algérie

Remise de 100 000 DA sur la 208 Tech Vision



Peugeot Algérie vient de lancer une promotion sur sa Peugeot 208 Tech Vision assemblée en Algérie. Dénommée «10 Jours Chrono», la marque au Lion offre ainsi 100 000 DA de remise avec une disponibilité immédiate sur ce véhicule. En appliquant la remise de 100 000 DA, la 208 Tech Vision s'affichera au prix de 2 599 000 DA.

Peugeot 208 assemblée à Oran, La Légende du Lion se poursuit. La promotion est valable jusqu'au 31 janvier 2019, précise Peugeot Algérie.

Pour les équipements, la Peugeot 208 Tech Vision 1.6 embarque l'ABS, le régulateur et limiteur de vitesse, 4 airbags, l'ESP, l'aide au freinage d'urgence, le Hill Assist, l'écran tactile 7" Bluetooth/USB, climatisation à régulation BI-ZONES, radar arrière et caméra de recul, toit panoramique, feux de jour DRL à LED, feux arrière griffes 3D LEDS, jantes en alliage 16" Titane, alarme, allumage automatique des feux, rétroviseurs rabattables électriquement, vitres sur-teintées, volant croûte de cuir, accoudoir central, essuie-glace automatique, détecteur de sous gonflage, coques de rétroviseurs chrome brillant...

Nouvelle marque de pneumatiques sur le marché algérien

Groupe Condor commercialise les pneus «Riken»

Dans le cadre de la diversification de ses activités, Condor Group annonce la commercialisation d'un nouveau produit sur le marché algérien à travers sa nouvelle filiale «Condor Engineering». Il s'agit des pneus de la marque «Riken». En effet, le Groupe Condor débute la commercialisation à travers tout le territoire national des pneus Riken qui sont fabriqués dans

une usine européenne appartenant au prestigieux Groupe Michelin. La marque de pneu européenne «Riken» est une marque moderne, conçue par des spécialistes pour une sécurité absolue à un prix abordable. Riken Gomu Industry a été créé au Japon en 1917. L'entreprise a d'abord travaillé dans le domaine de la science physique et de la recherche chimique avant de se

diversifier dans l'industrie du pneu en 1956. Depuis 1979, les pneus «Riken» sont exportés aux Etats-Unis et en Europe et c'est en 1992 que Michelin a racheté l'usine. Les pneus de la marque «Riken» sont produits en Europe dans une usine certifiée ISO 9001. «Condor Engineering» propose une large offre de produits avec plus de 150 dimensions pour différentes gammes.

Groupe Renault

Près de 4 millions de véhicules vendus dans le monde



marque Renault atteint un nouveau record en 2018 malgré la baisse de la Turquie et l'Argentine, deux marchés importants pour ce segment.

En Europe, les immatriculations sont stables (+0,5%) sur un marché en hausse de 0,2%. La croissance du Groupe vient principalement du segment B (Clio, Captur, Sandero), et Nouveau Duster. Clio demeure le deuxième véhicule le plus vendu en Europe et Captur le premier crossover de sa catégorie.

La marque Dacia enregistre un nouveau record de ventes en Europe avec 511 622 véhicules immatriculés (+10,3%) ainsi qu'une part de marché record de 2,9% (+0,3 point). Cette hausse est liée aux performances de Nouveau Duster lancé en début d'année et de Sandero.

Le Groupe Renault poursuit son plan Drive the Future en se développant à l'international dont les immatriculations représentent désormais 50,6% de la totalité des ventes (vs 49,2% en 2017), grâce notamment à l'intégration des marques Jinbei et Huasong, et en dépit de la baisse des ventes en Turquie, en

Inde ainsi que de l'arrêt des ventes en Iran depuis début septembre. En Russie, deuxième pays du Groupe en volume de ventes, le marché est en hausse de 12,8%. Le Groupe est leader, plus d'une voiture sur 4 vendues étant une Lada ou une Renault. Les ventes progressent de 10,9%. Les volumes de la marque Renault sont stables avec 137 062 véhicules vendus, en attendant l'arrivée d'Arkana en 2019. Lada enregistre une hausse de 15,6% à 360 204 véhicules vendus, avec une part de marché de 20% (+0,5 point) grâce au succès du renouvellement de sa gamme. LADA Vesta est devenu le véhicule le plus vendu en Russie.

Au Brésil, le Groupe surpasse la reprise du marché qui progresse de 13,6%. Les ventes augmentent de 28,5% à près de 215 000 véhicules et la part de marché atteint 8,7% (+1,0 point) grâce aux bons résultats de Kwid qui a été vendue à plus de 67 000 unités.

En Afrique, le Groupe renforce son leadership avec 18,1% de part de marché avec 218 797 véhicules vendus, grâce notamment à sa performance au Maroc, en Afrique du Sud et en Egypte. La part de marché au Maroc atteint 43% avec un volume de ventes en hausse de 7%.

Dacia maintient son leadership avec Dokker et Logan, les deux véhicules les plus vendus. La marque Renault enregistre des ventes en hausse de 14,9% à plus de 26 000 unités en Afrique du Sud, soit 4,9% de part de marché. En Egypte, sa part de marché atteint 11,4%, en hausse de plus de 3 points avec 20 504 véhicules vendus.

Volkswagen Algérie

Des remises exceptionnelles sur la VW Golf



VOLKSWAGEN ALGÉRIE, filiale du Groupe Sovac, propose des prix promotionnels sur son modèle phare du marché local, la Volkswagen Golf avec ses trois finitions. En effet, selon un communi-

qué du représentant des marques Volkswagen, Audi, Seat, Skoda et Volkswagen Utilitaires, des remises spéciales sont effectives à partir de dimanche 20 janvier sur les différentes finitions de la Golf. Les remises sont valables dans la limite des Stocks disponibles.

Le client de la marque allemande bénéficie des rabais allant entre 100 000 DA à 250 000 DA.

La Golf Start+, qui bénéficie d'une remise de 200 000 DA, affiche un prix de 3 100 000 DA TTC au lieu des 3 300 000 DA, tandis que la finition Join est actuellement proposée au tarif de 3 699 000 DA TTC, soit une remise de 100 000 DA. Pour la troisième version de la Golf R-line, une remise de 250 000 DA est appliquée sur son prix, de ce fait elle est commercialisée au prix de 4 549 000 DA TTC au lieu de 4 799 000 DA.

En 2018, le Groupe Renault a enregistré 3 884 295 véhicules vendus, dont 2 532 567 (-5,2%) pour Renault et 700 798 (+7,0%) pour Dacia. Les ventes de Lada augmentent de 18,7% à 398 282 immatriculations et celles de Renault Samsung Motors baissent de 14,9% à 84 954 véhicules. Jinbei et Huasong ont vendu 165 603 véhicules.

Sur le segment des véhicules électriques, les volumes de ventes de la marque Renault dans le monde sont en augmentation de 36,6% sur l'année (plus de 49 600 véhicules), avec une accélération sur le 2^e semestre (+62,1%). Renault est leader en Europe avec une part de marché de 22,2%. ZOE a vu ses volumes croître de 26,1% (39 458 véhicules) et Kangoo Z.E. de 105,1% (8 747 véhicules).

Sur le segment des véhicules utilitaires, les volumes du Groupe progressent de 33,7% avec Jinbei et Huasong. La



États-Unis

Face à Trump, les candidates donnent le coup d'envoi de la présidentielle 2020

■ Deux ans après l'arrivée du républicain Donald Trump à la Maison-Blanche, les candidates démocrates se présentent déjà en nombre record pour le déloger en 2020. Et, pour elles, il ne fait aucun doute que les Américains seront prêts cette fois à élire une femme présidente.

Par Rima C.

C'est Elizabeth Warren (69 ans) qui a pris place la première dans les starting-blocks de la course démocrate vers la présidentielle, le 31 décembre. Et rapidement, trois autres élues sont entrées en piste : les sénatrices Kirsten Gillibrand (52 ans) et Kamala Harris (54 ans), ainsi que, plus loin dans les pronostics, l'élue de la Chambre des représentants Tulsi Gabbard (37 ans). Du côté des hommes, les grands noms attendus – Joe Biden, Bernie Sanders, Beto O'Rourke ou Michael Bloomberg – ne sont toujours pas officiellement en lice.

Les candidates du camp démocrate règnent donc sur les premiers jours de cette longue pré-campagne électorale. Leur nombre est déjà « sans précédent historique », souligne Erin Cassese, professeure de sciences politiques à l'université du Delaware. Et une quatrième sénatrice, Amy Klobuchar, est aussi fortement pressentie. Devant des supportrices en pleurs, la démocrate Hillary Clinton avait reconnu en 2016 sa défaite face à Donald Trump en regrettant de ne pas être parvenue à briser le fameux « plafond de verre » pour devenir la première présidente des États-Unis. « Mais, un jour, quelqu'un le fera et, espé-



PH. > D. R.

rons-le, plus tôt qu'on ne l'imagine », avait-elle alors lancé, après une campagne marquée par les attaques sexistes. Son rival venait de l'emporter malgré des accusations de harcèlement sexuel et de nombreux commentaires misogynes. « Si j'ai appris quelque chose, douloureusement, en 2016, c'est à quel point on appliquait des critères hideusement différents à Hillary Clinton », confie à l'AFP Tim Kaine, son colistier en 2016. « Nous avons donc encore un long chemin à parcourir pour que les femmes soient traitées comme elles le méritent en politique », ajoute-t-il, tout en puisant de l'optimisme dans les élections parlementaires de novembre 2018. « Qui ont démontré une grande énergie du côté des femmes candidates ». « Double exigence ». Plusieurs records ont en effet été pulvérisés à cette occasion, avec le plus grand nombre d'élues au Congrès américain mais aussi à l'échelle des Assemblées des 50 États fédérés. Et avec désormais au moins quatre candidates en lice pour la présidentielle de 2020,

la parité avance à grands pas. « Lorsqu'il n'y a qu'une seule femme candidate, on la confine dans une catégorie particulière, en la considérant un peu comme une anomalie », remarque Erin Cassese. Cette fois, ce sont les programmes des différents candidats qui passeront au premier plan, espère-t-elle. Mais d'après elle, les candidates n'échapperont sans doute pas au lot de la plupart des femmes en politique : « Elles font face à la double exigence de devoir apparaître chaleureuses tout en semblant compétentes. (...) Or il est très difficile de faire ces deux choses à la fois ». Déjà, les candidates sont passées au crible du critère d'amabilité (« likability »), rarement appliqué aux candidats hommes mais auquel s'était heurtée Hillary Clinton, à qui certains reprochaient un manque de naturel. Les candidates doivent en outre encore souvent « faire un calcul stratégique » en choisissant soit de mettre l'accent sur le fait qu'elles sont des femmes, soit de minimiser cet aspect de

leur candidature. Difficile de dire lequel fonctionne le mieux. Connue pour sa lutte contre le harcèlement sexuel, Kirsten Gillibrand s'est lancée en se présentant comme une « maman » prête à se battre pour les autres comme pour ses enfants. Son nom est souligné en rose sur le site en noir et blanc de sa campagne 2020. Les autres insistent moins sur cet aspect, sans pour autant en faire un tabou. Les États-Unis semblaient déjà prêts à élire une présidente en 2016, puisque Hillary Clinton avait remporté davantage de voix à l'échelle du pays, mais pas assez de suffrages chez les grands électeurs. Kamala Harris, qui deviendrait aussi la première présidente noire, n'en doute pas. Les Américains pourraient-ils oser un changement aussi radical après Donald Trump ? « Absolument », avait-elle répondu sur la chaîne ABC avant son annonce officielle. « Il faut faire plus confiance aux Américains. Ils sont plus intelligents que ça ».

R. C.



Points chauds

Confusion

Par Fouzia Mahmoudi

Les Britanniques s'inquiètent de plus en plus depuis quelques jours, car se profile désormais avec plus de précision la possibilité d'une éventuel « no deal » pour le Brexit. Et les Européens pour leur part s'inquiètent que cela soit une occasion pour la Grande-Bretagne pour ne pas payer la facture du divorce avec l'UE. Alors que cette perspective prend corps, Michel Barnier, le négociateur en chef européen, a mis les choses au clair dans un entretien à plusieurs journaux européens publié cette semaine. « Nous avons toujours dit une chose simple : la totalité des engagements du Royaume-Uni tant que le pays est membre de l'UE seront respectés », même s'il « sera plus difficile de les faire respecter en cas de « no deal » », affirme Michel Barnier, dans cette interview au quotidien français « Le Monde ». L'accord négocié à l'aprem entre Londres et Bruxelles et rejeté à une très large majorité par le Parlement britannique prévoit notamment le règlement des engagements pris par le Royaume-Uni dans le cadre du budget pluriannuel en cours (2014-2020), qui couvre également la période de transition prévue par l'accord. Le texte ne donne pas de chiffres pour la facture, mais une méthode de calcul. Le gouvernement britannique a avancé un montant compris entre 40 et 45 milliards d'euros, des chiffres non confirmés du côté de l'UE. Michel Barnier rappelle que « ces engagements ont une nature juridique du point de vue de droit international ». « Je n'imagine pas que les Britanniques ne respectent pas leurs engagements internationaux », ajoute-t-il. Dans cet entretien, le Français répète que le prochain geste pour débloquer l'adoption finale d'un accord de divorce doit venir des Britanniques, qui « sont à un moment de vérité » et « ont besoin de temps », selon lui. La Première ministre Theresa May tente de trouver une majorité pour la soutenir dans de nouvelles discussions avec l'UE, tandis que les députés britanniques ont entrepris de reprendre la situation en main, alors que la date prévue pour le Brexit du 29 mars se rapproche. « Je pense qu'un accord ordonné sera globalement conforme au traité qui est là », avance tout de même Michel Barnier, en référence au projet d'accord actuellement en suspens. Selon lui, les choses peuvent « commencer à bouger rapidement » en cas de compromis sur la « déclaration politique », ce texte non contraignant qui sera joint au traité de retrait et qui trace les contours de la relation post-Brexit entre Londres et l'UE, a-t-il indiqué. La cacophonie au sein de la classe politique britannique avive les craintes d'un Brexit sans accord, et les 27 ont accéléré les préparations dans l'éventualité de ce scénario. Des centaines de postes de douaniers ont été créés, notamment dans les pays proches du Royaume-Uni, et des mesures seront prises « pour que les avions puissent atterrir », a dit Michel Barnier. « Mais le « no deal » ne peut pas être une addition de « minideals », une situation de « business as usual », prévient-il. Ainsi, le Brexit continue de semer la confusion des deux côtés de la Manche, pourtant les électeurs britanniques se sont montrés clairs en demandant la sortie de leur pays de l'UE, reste aux politiciens à trouver les moyens de le faire sans créer le chaos.

F. M.

Venezuela

Maduro accuse Washington d'avoir ordonné « un coup d'État fasciste »

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a accusé mardi le gouvernement américain d'avoir ordonné « un coup d'État fasciste », au lendemain d'un soulèvement militaire réprimé et à la veille de manifestations pro et anti-gouvernementales. Au cours d'une allocution radio-télévisée, M. Maduro, dont le deuxième mandat est contesté par l'opposition, a demandé à son ministre des Affaires étrangères Jorge Arreaza d'engager une « révision totale des relations » avec Washington. Quelques heures plus tôt, le ministre de la Communication du Venezuela, Jorge Rodríguez, avait accusé le vice-président américain Mike Pence d'avoir ordonné à des « terroristes » de provoquer des violences durant la manifestation de l'opposition prévue hier afin de déstabiliser le gouvernement socialiste de Nicolas Maduro. Selon le ministre, les 27 militaires

arrêtés lundi après s'être soulevés contre le président vénézuélien ont remis à des militants de l'opposition une partie des armes dérobées « pour que soient perpétrées des violences, qu'il y ait des blessés et des morts pendant la manifestation ». M. Rodríguez a désigné ces militants comme des « civils appartenant à la cellule terroriste Voluntad Popular », le nom du parti de l'opposant emprisonné Leopoldo Lopez et du président du Parlement, Juan Guaido. D'après le ministre, le plan prévoyait que des individus habillés en uniforme militaire « tirent demain matin (hier) contre la manifestation de l'opposition ». « Pourquoi ? Pour obéir aux ordres de Mike Pence », a-t-il affirmé, en référence au vice-président américain qui a affiché mardi sa solidarité avec la manifestation organisée à l'appel de l'opposition pour exiger un gouvernement de transition et l'organisation d'élec-

tions libres. Le ministre a précisé que sur les 51 armes dérobées par le groupe de militaires insurgés, 11 n'avaient pas été récupérées et seraient utilisées contre les participants au rassemblement. La vice-présidente, Delcy Rodríguez, s'en est également prise au vice-président américain qui, selon elle, « prétend venir gouverner le Venezuela en donnant des instructions sur ce qui doit se passer demain au Venezuela, appelant ouvertement à un coup d'État ». « Yankee go home, nous n'allons pas vous permettre de vous immiscer dans les affaires de la patrie », a-t-elle lancé. Le bref soulèvement d'un groupe de militaire lundi a fait monter la tension, alors que des mobilisations anti et progouvernementales sont annoncées hier, premier retour à la rue depuis les violentes manifestations de 2017 qui avaient fait quelque 125 morts.



Malika Matoub

Une bourse d'étude universitaire «Matoub Lounes» lancée dès l'année prochaine



Par Hamid Messir

La présidente de la Fondation Matoub Lounes a annoncé, mardi, le lancement dès l'année prochaine d'une bourse d'étude universitaire Matoub Lounes pour sélectionner parmi

les postulants pour des travaux de recherches sur les œuvres du rebelle. Dans le même sillage, elle s'est félicitée des nombreuses thèses de fin d'études effectuées par des universitaires dont certains ont été accompagnés par l'institution qu'elle dirige. Malika Matoub animait une

■ Malika Matoub, présidente de la Fondation Matoub-Lounes, a annoncé mardi, lors d'une conférence débat au petit théâtre de la maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tiziouzou, le lancement, dès l'année prochaine, d'une bourse d'étude universitaire Matoub Lounes afin de sélectionner parmi les postulants pour des travaux de recherches sur les œuvres du rebelle. Cette rencontre, qui s'inscrit dans le cadre de la célébration du 63^e anniversaire du défunt, était une occasion pour revenir sur le projet de création d'un musée à la mémoire de l'artiste défunt.

conférence débat au petit théâtre de la maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tiziouzou, dans le cadre de la célébration du 63^e anniversaire du défunt. La conférencière s'est longuement étalée sur le projet de création d'un musée à la mémoire de Lounes, précisant que celui-ci ne sera jamais une propriété de l'Etat mais un bien de la fondation, en rappelant le processus d'affectation du terrain devant

abriter ledit musée, notamment son attribution sur ordre de la présidence de République.

L'étude du musée est terminée à 90% et l'expertise du sol sera entamée dans quelques jours, a précisé un responsable de la fondation. Malika Matoub a également fait état du lancement du projet de création d'une école de musique au nom du rebelle, probablement au niveau de la commune voisine Ait Aissi. Au

sujet du «conflit» avec l'épouse du défunt, Nadia, Malika Matoub a lancé un appel à son adresse pour rejoindre la fondation et travailler main dans la main pour la sauvegarde de la mémoire du chanteur et militant de la cause identitaire amazighe. Enfin, Malika Matoub a, une nouvelle fois, réclamé la réouverture du dossier de l'assassinat de son frère, mettant en avant le travail d'expertise effectué par la fondation qu'elle mettra à la disposition de la justice.

H. M.

Journées de la poésie créative de Doucen (Biskra)

Un espace important d'échanges culturels

Les rencontres des poètes arabes accroît le niveau de la créativité littéraire et contribue à mûrir les idées des poètes, ont affirmé les participants à la quatrième édition des Journées littéraires arabes de la poésie créative de Doucen (Biskra). «Rencontrer différentes générations de poètes, de différents pays au cours de cet événement littéraire, contribue à mûrir les idées des poètes et donne un élan puissant à la poésie», a indiqué le poète Lakhdar Fellous de M'sila, à l'occasion de la clôture, lundi soir, de cette manifestation dans la commune de Laghrou, assurant que «les tribunes seules ne suffisent pas à réciter tous les poèmes, mais ce sont les débats portant sur les expériences en la matière qui œuvrent à l'éclosion des idées, en particulier concernant les talents émergents». Ce poète a également indiqué que «ces journées littéraires, regroupant des poètes venus des pays arabes tels la Tunisie, l'Arabie saoudite et la Syrie, en plus de l'Algérie, ont déclamé un chapelet de poèmes de qualité ayant réjoui le public et les critiques, notamment les jeunes poètes talentueux, qui ont montré être en mesure de faire la différence à l'avenir dans les rendez-vous littéraires à la faveur de leurs expériences cumulées». De son

côté, la poétesse saoudienne Hamida Al Sinane, a souligné que «des manifestations de cette qualité œuvrent à l'unification du monde arabe et permettent l'échange d'expériences dans les divers genres poétiques, notamment entre les poétesse», ajoutant que «la présence de nouveaux talents lors de ces journées littéraires leur permettra de s'imposer à l'avenir». Quant au responsable de l'association culturelle Besma, Tarek Khalfallah, il a indiqué que «ces journées littéraires œuvrent à créer un lien

entre les poètes algériens et leurs congénères venus des pays arabes, afin de mettre en valeur la richesse créatrice du poète algérien et son patrimoine, notamment à travers le parcours du défunt poète Athmane Loucif notamment et d'autres grands noms de la poésie». Ayant abrité la soirée de clôture de cet événement, qui a pris fin à une heure tardive de la nuit, le centre culturel de la commune de Laghous a vibré au son des voix des poètes Lakhdar Fellous, Noura Toumi, Bouzid Harzallah d'Algérie, Ali Ibrahim

Al-Daroura, Hamida Mansour d'Arabie saoudite, Mohamed Ibrahim Al-Hariri de Syrie et Abdelhamid Brik de Tunisie, qui ont tour à tour déclamé des poèmes exprimant différents sujets comme la romance et la sagesse. Les poètes participant à ces journées ainsi que de nombreux acteurs du milieu littéraire ont été honorés à cette occasion, ainsi que la famille du défunt poète Athmane Loucif, lequel était également présent à travers ses poèmes tout au long de cette manifestation.

L. B.

Souk Ahras

Plusieurs structures culturelles bientôt réceptionnées

Plusieurs infrastructures destinées à la promotion du secteur de la culture dans la wilaya de Souk Ahras seront réceptionnées «avant la fin du premier semestre de l'année en cours», a-t-on appris mardi du directeur local de la culture, Tahar Aris. L'opération concerne la réouverture du théâtre régional Kateb-Yacine qui fait l'objet depuis 2016 d'une vaste opération de réhabilitation, mobilisant un montant financier de 80 millions DA, a précisé Tahar Aris, soulignant que le projet de restauration de ce haut lieu de culture,

réalisé en 1931, a été confié à une entreprise spécialisée et «affiche un taux d'avancement des travaux de 90%». La réhabilitation de cette infrastructure culturelle porte sur la réfection de l'étanchéité, le renouvellement de la toiture, la scène, la sonorisation, l'éclairage, l'installation de la climatisation et l'aménagement de la façade extérieure, a rappelé le responsable.

Le secteur de la culture dans la wilaya de Souk-Ahras verra aussi la réception, au cours de la même période, du théâtre en plein air, d'une capacité de 3 620 places, en cours de construction à proximité du carrefour Badji-Mokhtar, sis à l'entrée de la ville de Souk Ahras dont la cadence des travaux est jugée «satisfaisante», a-t-il dit. La même source a fait savoir, dans ce même contexte, que d'autres travaux portant concrétisation d'un pôle culturel regroupant la maison de la culture «Tahar-Ouatar» et une école de formation de musique, sont en cours, notant que le chantier de réalisation de cette maison enregistre un taux de 80%.

F. H.

Office national de la culture et de l'information

Mourad Ouadahi nouveau directeur

Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, a nommé, mardi, Mourad Ouadahi, au poste de directeur général de l'Office national de la culture et de l'information (ONCI), en rempla-

çant Lakhdar Bentorki qui occupait ce poste depuis plus de 20 ans, a indiqué un communiqué du ministère. Agé de 48 ans, M. Ouadahi était, avant cette nomination, directeur de la Chaîne de

radio «Jil FM». A cet effet, M. Mihoubi a indiqué que la nomination de M. Ouadahi visait à «insuffler une nouvelle dynamique aux établissements relevant du ministère» et à «exploiter de nouvelles

compétences ayant fait leurs preuves dans des postes de responsabilité». A sa création en 1998, l'ONCI s'appelait Centre national de la culture et de l'information.

R. C.

AGEND'ART

Salle Ibn-Zeydoun de Riadh El-Feth

Aujourd'hui à 19h30 :

L'Institut français d'Alger, l'Institut Cervantès d'Alger et le Cluster Eunic Algérie, en collaboration avec l'ambassade de France, l'ambassade d'Espagne en Algérie et le ministère de la Culture algérien, organisent un concert d'Amancio Prada. Les tickets sont disponibles à la salle Ibn Zeydoun. Prix : 500 DA

La Coupole (Dely Brahim)

1er février :

Le grand artiste d'expression amazighe Lounis Ait Menguellet anime un spectacle musical.

Complexe Culturel Abdelwahab-Salim (Chenoua, Tipasa)

Jusqu'au 31 janvier à partir de 14h :

Exposition de toiles artistiques autour du patrimoine amazigh avec la participation des artistes Benbouta Sid Ali et Tadjel Abdelghani.

Galerie d'arts Le Paon (Centre des arts de Riadh El Feth)

Du 26 janvier au 15 février 2019 :

Exposition collective d'arts plastiques «Alwan 2019», avec les artistes Abderrahmane Azougli, Djahida Houader, Slimane Boucetta, Yasmina Sadoun et Abderrahmane Kahlane. Vernissage le samedi 26 janvier, à partir de 14h.

Musée Ahmed-Zabana d'Oran

Jusqu'au 31 janvier : Exposition variée sur la culture amazighe.



Ligue 1 de football (17^e journée/mise à jour) Le MCO et la JSS font match nul

LE MC ORAN et la JS Saoura ont fait match nul 1 à 1 (mi-temps : 1-1), mardi soir à Oran, pour le compte de la mise à jour de la 17^e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football. Les buts de la rencontre ont été inscrits par Yahia Cherif (21') pour la JSS et Siab (45') pour le MCO. Ce score de parité permet à la JSS de se hisser à la 5^e place avec 24 points et un match en moins, en compagnie de l'ES Sétif et le Paradou AC,

alors que le MC Oran occupe la 9^e place avec 22 points. Cette 17^e journée qui a débuté le 11 janvier, a été marquée par la victoire du leader, l'USMA, devant le NA Hussein-Dey sur les score de 4 à 1 et de son dauphin, la JS Kabylie, qui a pris le dessus dans le derby face au MO Béjaïa (1-0). Le match ES Sétif - AS Aïn M'illa a été reporté à une date ultérieure pour pelouse impraticable suite aux dernières chutes de neige sur les Hauts-Plateaux.

Brescia

Mohamed Belkheir jouera au Torino

L'ATTAQUANT international algérien des moins de 21 ans, Mohamed Menaour Belkheir, qui appartenait à Brescia (Serie B), s'est engagé avec le Torino, ce mardi, a annoncé le club de Serie A sur son site officiel. La

durée du contrat du joueur algérien de 20 ans n'a pas été précisée par le Torino. Depuis son arrivée à Brescia lors du mercato estival, Belkheir n'a jamais été utilisé par son ancien club.

Aviron en salle

Le championnat national ce week-end à Béjaïa

LE CHAMPIONNAT d'Algérie d'aviron en salle (juniors, seniors, vétérans et handisport/hommes et dames), le 14^e du genre, aura lieu samedi à la salle omnisports de Tichy (Béjaïa), a indiqué mardi la Fédération algérienne des sociétés d'aviron et de canoë-kayak (FASACK). Cette compétition, inauguratrice de la saison sportive 2019, regroupera 115 athlètes représentant 13 clubs dont Oran, Alger, Tizi Ouzou, Annaba, les Forces navales et la Façade maritimes de l'Ouest. Ce championnat en salle, comme toutes les compétitions d'aviron, se déroule sur une distance fictive de 2000m, alors qu'une dizaine

d'ergomètres seront mis à la disposition des compétiteurs dont certains pour l'échauffement. L'ergomètre est un appareil permettant à l'athlète de reproduire la technique de base de l'aviron. L'appareil est également utilisé par des sportifs d'autres disciplines pour améliorer leur condition physique. Il est muni d'un écran qui affiche au rameur plusieurs informations : son temps (chronomètre ou à rebours), sa distance (parcourue ou restante), sa moyenne (en temps) au 500m, sa cadence (en nombre de coups par minute), sa puissance développée (en watts) et ses calories brûlées durant l'effort.

Championnat régional Ouest de bodybuilding La compétition jeudi et vendredi

LE CHAMPIONNAT régional Ouest de bodybuilding aura lieu jeudi et vendredi à Oran, a-t-on appris mardi des organisateurs. Cette compétition de sport de musculation et de démonstration, organisée par l'Association sportive de Sidi Chahmi de bodybuilding et power-lifting, en collaboration avec la Fédération dédiée à ce sport, verra la participation de plus de 90 bodybuilders des wilayas de l'Ouest du pays, à savoir Béchar, Saïda, Tiaret, Tlemcen, Sidi Bel-Abbès, Relizane, Mostaganem et Oran.

Ces athlètes seront inscrits dans 10 catégories de poids, de moins 60 kg à plus de 100 kg. Les participants à ce rendez-vous sont appelés à réaliser un championnat sans faute, où les trois premiers de chaque catégorie se qualifieront pour le championnat national, prévu fin mars, dans un lieu non encore fixé. A l'issue de cette phase régionale, les athlètes non classés devront prendre part au tournoi national de repêchage, prévu en février prochain.

Championnat régional Ouest individuel de jeu d'échecs Le rendez-vous du 24 au 26 janvier à Oran

LES ÉPREUVES du championnat régional Ouest individuel toutes catégories des échecs aura lieu du 24 au 26 janvier, à Ain El Turck (Oran), a-t-on appris, mardi, des organisateurs. Cette manifestation sportive de trois jours, organisée par la ligue oranaise en collaboration avec la Fédération algérienne des échecs (FAE), verra la participation plus de 110 athlètes de différents clubs et associations sportives de la région

Ouest. Ce championnat sera disputé selon le système toutes rondes à la cadence de 90 minutes finish avec l'ajout de 30 secondes, homologué par la Fédération internationale des échecs. A l'issue de cette phase zone Ouest, les 7 premiers seront qualifiés à la phase des demi-finales du championnat national individuel toutes catégories, prévues en juin prochain, à Tizi Ouzou.

Equipe nationale Tournée concluante pour Belmadi

■ Le sélectionneur national, Djamel Belmadi, a effectué tout récemment une tournée qui l'a mené dans certains pays européens pour voir de plus près certains éléments susceptibles de porter le maillot national dans les jours à venir.



Par Mahfoud M.

Belmadi pense dès maintenant à la CAN

Des sources proches de Belmadi affirment que la tournée a été concluante et qu'il a pu découvrir certains jeunes éléments talentueux qu'il a cochés sur sa short-list et qui pourraient être présents pour le prochain stage de la sélection nationale. Ces mêmes sources affirment qu'ils s'agit de jeunes joueurs pas vraiment connus du public, même s'il y a aussi un certain Satli qui a déjà fait partie de l'EN et qui pourrait être rappelé pour suppléer la probable absence de Tahart, le défenseur de Lens qui est blessé. Des fans de l'équi-

pe nationale pensent que ce dernier a convaincu la star de l'Olympique de Lyon, Houssam Auar, alors que c'est pratiquement impossible vu que ce dernier attend une convocation imminente de l'équipe de France et du sélectionneur tricolore, Deschamps. Tout cela pour dire que le coach national pense déjà à la prochaine CAN à laquelle l'Algérie participe et qui se déroulera, comme chacun le sait, au mois de juin prochain en Egypte après que la CAF ait retiré son organisation au Cameroun. Sur un tout autre plan, la CAF n'a pas encore décidé de la date de l'organisation de la sixième et dernière journée

des éliminatoires de la CAN 2019 face à la Gambie qui pourrait avoir lieu le 22 ou 23 mars prochain. Si les Verts sont déjà qualifiés pour le rendez-vous africain, il faut savoir que les trois autres équipes se disputeront le deuxième ticket de qualification et c'est pour cette raison que la situation ne sera pas aussi simple. De son côté, le coach national Belmadi souhaite que cette programmation ne perturbera pas ses plans pour préparer la CAN, surtout qu'il a prévu un match amical face à la Tunisie qui reste très important pour lui.

M. M.

Coupe d'Algérie L'ESS élimine l'USMA, le PAC passe

LES Sétif a composé son billet pour les quarts de finale de la Coupe d'Algérie de football, en battant l'USM Alger sur le score de 3 à 1 (mi-temps : 1-0), mardi au stade 8-Mai-1945 de Sétif. Les Sétifiens ont ouvert la marque par Bedrane dès la 3^e minute de jeu, suite à un coup franc du capitaine Djabou. Au retour des vestiaires, l'USMA a égalisé sur un penalty transformé par Cherif (49'). La joie des Usmistes a été de courte durée puisque deux minutes après le latéral gauche Ferhani a donné l'avantage à l'ESS (51'), avant que Djabou (79') n'aggrave le score et enterme définitivement les espoirs des Rouge et Noir sur un coup franc qui a surpris la défense et le gardien Zemmamouche. L'ES Sétif affrontera en quarts de finale l'USM Annaba qui a battu lundi le CAB Bordj Bou Arréridj (3-1). Un peu plus tôt, le Paradou AC avait validé son billet pour les quarts de finale pour la troisième fois de son histoire, en s'imposant devant l'USM El-Harrach sur le score de 3 à 0. Les buts de

la rencontre ont été inscrits par Naidji (53'), Loucif (90'+1) et Benayad (90'+4). Le Paradou AC affrontera en quarts de finale la JSM Béjaïa qui s'est qualifiée lundi en dominant le CRM Bouguirat (4-1). Lundi, l'USM Annaba, la JSM Béjaïa et le CR Belouizdad avaient validé leur billet pour les quarts de finale de

la Coupe d'Algérie de football, en disposant respectivement du CABB Arréridj (3-1), du CRM Bouguirat (4-1) et du SA Mohammadia (3-0). Ces 1/8^e de finale se sont poursuivis hier mercredi avant de se clôturer mardi 29 janvier avec le match MC Oran - NC Magra.

Lutte/Championnat national (seniors) La compétition se déroulera à la Coupole

LE CHAMPIONNAT national de lutte seniors (messieurs et dames), prévu initialement vendredi et samedi à la salle Harcha-Hacène d'Alger, aura lieu à la Coupole du Complexe olympique Mohamed-Boudiaf avec la participation de 225 athlètes de 15 ligues, a-t-on appris de la Fédération algérienne des luttas associées (FALA). La journée de vendredi sera consacrée aux éliminatoires de la lutte libre dans les catégories 57 kg, 65 kg, 74 kg, 86 kg, 97 kg, de la lutte gréco-romaine (55 kg, 63 kg, 72

kg, 82 kg, 97 kg), de la lutte féminine (50 kg, 55 kg, 59 kg, 65 kg, 72 kg) ainsi qu'aux finales qui auront lieu à partir de 18h15. Les épreuves de samedi seront réservées, durant la matinée, aux tours éliminatoires de la lutte libre dans les catégories 61 kg, 70 kg, 79 kg, 92 kg, 125 kg, de la lutte gréco-romaine (60 kg, 67 kg, 77 kg, 87 kg, 130 kg) et de la lutte féminine (53 kg, 57 kg, 62 kg, 68 kg, 76 kg), alors que les finales se tiendront à partir de 16h15.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Université Mouloud-Mammeri

Le prix de la mémoire décerné à titre posthume à Matoub



Un prix de la mémoire a été remis avant-hier, à titre posthume au chanteur et poète kabyle Lounes Matoub par l'université Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou (UMMTO). Il a été remis à la sœur du défunt, Malika Matoub en présence des autorités locales aux côtés des responsables de l'UMMTO à l'auditorium du campus Hasnaoua à l'ouverture des travaux d'un colloque national sur «L'œuvre de Lounes Matoub revisitée» initié par la faculté des Lettres et des Langues. La sœur du défunt et non moins de la fondation Matoub Lounes a exprimé sa reconnaissance envers les organisateurs du colloque et pour le prix symbolique remis au chantre de l'amazighité par une université avec laquelle il était très attaché dans son combat pour la démocratie et l'identité. Lounes était connu pour sa proximité avec la communauté estudiantine à Tizi Ouzou qui était le fief du combat identitaire durant les années 1980. Pour

Malika Matoub, Lounes portait dans son cœur cette université qui l'honore aujourd'hui et c'est un hommage plein de symboles dans le travail visant à la sauvegarde de la mémoire de Lounes. Pour le recteur, Ahmed Tessa, le wali Abdelhakim Chater et le président de l'Assemblée populaire de wilaya, Youssef Aouchiche ce n'est qu'un devoir envers ce grand militant et chantre de l'amazighité et défenseur de la démocratie. Dans son allocution, le chef de l'exécutif a annoncé l'octroi d'une subvention au profit de la fondation Matoub Lounes afin de prendre en charge la réalisation d'un musée dédié à sa mémoire dans sa totalité. A noter que plus d'une trentaine de communications seront données par des universitaires de toutes les régions du pays autour de plusieurs thèmes liés à l'œuvre de Matoub Lounes durant deux jours.

Hamid M.

Kabylie

Plusieurs routes bloquées par la neige

PLUSIEURS tronçons routiers étaient difficiles à la circulation automobile voire bloqués hier à Tizi Ouzou suite aux chutes de neige enregistrées durant la nuit de mardi à mercredi. Selon un point de situation établi par la Gendarmerie nationale, au moins trois routes nationales et un chemin de wilaya étaient bloqués à la circulation jusqu'à l'après-midi d'hier en raison de l'amoncellement de la neige. Il s'agit selon nos sources, de la RN 15 reliant Tizi Ouzou à la wilaya de Bouira à hauteur du col de Tirourda, de la RN 30 à hauteur du col de Tizi N'Kouilal, le CW 9 reliant Iloula

Oumalou à Chellata (Béjaïa) à hauteur du village Mezeguène et le col de Chellata reliant Tizi Ouzou à Béjaïa. Sur d'autres tronçons la circulation automobile était difficile notamment sur la RN 15 entre Larbaa Nath Itrathen, entre Yakourène et Adekar (Béjaïa) et plusieurs routes communales en haute Kabylie où la neige est descendue à des altitudes ne dépassant pas les 900m. Plusieurs établissements scolaires situés dans ces localités sont restés fermés notamment à Ath Ergane (Ouadhias), Bouzeguène et autres en raison des chutes de neige. H.M.

L'hiver s'installe enfin



Loumis

Djalou@hotmail.com

APW de Tizi Ouzou

Colloque international sur Mohamed Arkoun samedi et dimanche

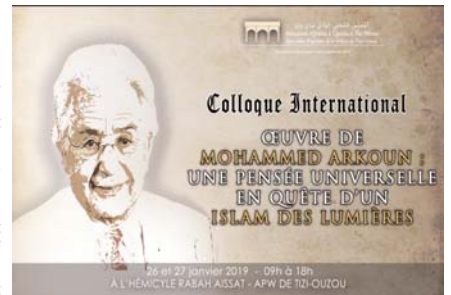
■ L'Assemblée populaire de la wilaya de Tizi Ouzou organisera samedi et dimanche prochains un colloque international sur l'œuvre de Mohamed Arkoun.

Par Hamid Messir

La rencontre placée sous le slogan «L'œuvre de Mohamed Arkoun: Une pensée universelle en quête d'un islam des lumières» est organisée en collaboration avec l'association «Le défi». L'hémicycle «Rabah-Aissat» abritera les travaux de ce colloque qu'animeront d'éminents chercheurs nationaux et étrangers comme le président de la Fondation de l'Islam de France, Ghaleb Bencheikh, Tassadit Yacine, la fille de la défunte Sylvie Arkoun, Zineb Ali Benali et le responsable de la confrérie Alawiya, Khaled Bentounes et autres. Le colloque abordera plusieurs thèmes, notamment «Mohamed Arkoun, intellectuel universel», «au-delà de l'islam, Mohamed Arkoun savant et penseur universel», «Mohamed Arkoun, islamologue de lumières», «pensée philosophique et religieuse de

Mohamed Arkoun», «Mohamed Arkoun et la pensée subversive» et autres pendant deux jours. Mohamed Arkoun est né le 1^{er} février 1928 à Taourirt M i m o u n e

dans la commune d'Ath Yenni (35 km au sud-est de Tizi Ouzou). Après des études effectuées chez les pères blancs d'Ath Yenni, à Ain Larbaa (Ain Témouchent) et à Oran, il obtient son premier diplôme universitaire à Alger en 1952. De 1955 à 1969 il suit des études universitaires à la Sorbonne (France) tout en enseignant à l'université de Strasbourg, au lycée d'El Harrach et à Paris 8. Arkoun a fait le tour de nombreuses uni-



versités européennes et américaines pour dispenser l'islamologie appliquée. De 2003 à 2010, il a dirigé le centre civique d'études du fait religieux en France. Il a reçu plusieurs distinctions pour ses travaux autour de la pensée musulmane. Arkoun est décédé le 14 septembre 2010 en France et inhumé le 17 septembre 2010 à Casablanca laissant derrière lui une riche œuvre littéraire. H. M.

La bande a commis 30 vols à Béjaïa

Un gang de malfaiteurs démantelé

Les éléments de la brigade criminelle de la police judiciaire de la sûreté de wilaya ont démantelé ces s derniers jours une bande de malfaiteurs composée de trois individus âgés entre 35 et 48 ans. «Ce gang a été démantelé suite à une enquête minutieuse enclenchée après plusieurs méfaits (vol de magasin et de maisons) enregistrés dans plusieurs localités et les dépôts de plainte enregistrés par de nombreuses sûretés urbaines», a-t-on appris de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Les enquêteurs ont arrêté un membre de la bande, en l'occurrence, DJ. H.

35 ans, ayant des antécédents judiciaires, natifs de Barbacha et objet de deux mandats d'arrêt pour association de malfaiteurs. Lequel après audition a reconnu les faits et suite à des aveux, les enquêteurs ont arrêté le reste de la bande, en l'occurrence H.S. 48 ans et H.N. 41 ans ayant des antécédents judiciaires et tous deux résidant à El-Kseur. «La perquisition des domiciles des individus a permis la récupération d'objets volés : des bijoux, des sommes d'argent et d'autres objets et appareils dont un pistolet électrique, des gonds en caoutchouc, des armes blanches et un véhicules de

marque Ibiza», précise notre source. L'enquête menée en coordination avec la gendarmerie nationale a permis de découvrir que les mis en cause ont été impliqués dans 30 affaires de vols dans plusieurs communes et villages de Barbacha, Ouzellaguen, Oued-Ghir et Fénaïa lmathen. Les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la république pour plusieurs chefs d'inculpation dont association de malfaiteurs, vol avec effraction la nuit, utilisation d'un véhicules, entre autres. Les malfaiteurs ont été placés sous mandat de dépôt. H.C.